

Berne – 1^{er} septembre 2018

Triathlon FSA
Procédure civile

Professeur Denis TAPPY,
Université de Lausanne

I. Modifications législatives

- Nouvel art. 307a CPC (loi du 17 juin 2016, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2018 modifiant le droit de l'adoption)
- Avant-projet de toilettage du CPC mis en consultation le 2 mars 2018
- Message et projet de loi sur une toilette générale de la LTF (FF 2018 4713 ss et 4769 ss)

II. Ouvrages généraux sur la procédure civile

- Bohnet François et Droese Lorenz, Präjudizienbuch ZPO, Berne 2018
- Droese Lorenz et Markus Alexander R., Zivilprozessrecht, Zurich 2018
- Trezzini Francesco et al., Commentario pratico al Codice di diritto processuale svizzero, 2^e éd., 2 vol., Lugano 2017

III. Arrêts essentiels depuis mi-2017

A) Les conclusions reconventionnelles

ATF 143 III 495 : Widerklage vor Handelsgericht

Un demandeur non commerçant qui choisit d'agir devant un Tribunal de commerce ne peut s'opposer à ce que son adversaire élève dans ce procès des conclusions reconventionnelles contre lui si elles sont en connexité avec l'action principale.

ATF 143 III 506 : Teilklage und negative Feststellungswiderklage

Malgré le texte de l'art. 224 al. 1^{er} CPC, le défendeur peut prendre des conclusions reconventionnelles négatives pour le tout contre un demandeur exerçant seulement à concurrence de 30'000 fr. une prétention plus élevée. Dans ce cas le procès doit se poursuivre en procédure ordinaire si la procédure simplifiée était applicable en vertu de l'art. 243 al. 1^{er} CPC.

III. Arrêts essentiels depuis mi-2017

B) Allégations et droit à une seconde chance

ATF 144 III 54 : Substanziierung im Einzelnen

Ni l'art. 221 ni l'art. 290 CPC ne permettent de fonder l'exigence « un fait un allégué ».

ATF ..., 4A_338/2017, 24/11/17: Zulässigkeit neuer Tatsachen und Beweismittel (art. 229 Abs. 2 ZPO)

Le droit à une deuxième chance est aussi une limite. Si les parties ont déjà eu l'occasion de compléter librement les allégations et offres de preuves lors d'une audience d'instruction, la convocation d'autres audiences de cette nature ne leur permet plus de le faire quoique puisse donner à penser à cet égard l'art. 229 al. 1^{er} let. a ou let. b CPC.

III. Arrêts essentiels depuis mi-2017

C) Composition des cours de justice et récusation

ATF ..., 1B_517/2017, 13/03/18 : Bildung der Spruchkörper

Le droit à un tribunal établi par la loi n'exige pas que la manière de composer concrètement la cour résulte dans les moindres détails de critères légaux ou réglementaires. Si un certain pouvoir de décision en la matière est accordé, il doit revenir cependant à un juge et non par exemple à un organe administratif dépourvu de légitimité démocratique (voir aussi TF 1C_187/2017, 1C_327/2017, 20/03/18).

ATF ..., 5A_701/2017, 14/05/18 : Facebook Freundschaft und Ausstand

L'amitié constituant un motif de récusation doit être d'une certaine intensité. Il ne suffit pas d'apparaître comme un « ami sur Facebook » de l'une des parties pour être récusable.

III. Arrêts essentiels depuis mi-2017

D) Renonciation à recourir et arbitrage

ATF 143 III 157: Zulässigkeit des Rechtsmittelverzicht nach Erlass des Entscheids

Un courrier adressé après la notification du dispositif de la décision de 1^{ère} instance peut valablement exprimer la renonciation de son auteur à recourir. Il peut s'agir aussi d'un courrier adressé à la partie adverse.

ATF ..., 4A_7/2018, 18/04/18 : Arbeitsrecht und Schiedsgerichtbarkeit

Une convention d'arbitrage interne ne peut valablement intervenir qu'au sujet de droits librement disponibles (art. 354 CPC). Vu l'art. 341 al. 1^{er} CO, ce n'est pas le cas, jusqu'à l'échéance d'un délai d'un mois après la fin du contrat, de la plus grande partie des créances en droit du travail. On ne peut d'ailleurs présumer en cas de clause arbitrale générale souscrite au début de la relation de travail que les parties, si elles avaient été conscientes de cette invalidité partielle, n'auraient pas voulu se lier du tout.